



## CHAPITRE 2

---

# Évolution des indicateurs du développement humain à Madagascar

### LES DONNEES MACRO-ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BASE

- ⇒ La géographie et la population
- ⇒ La croissance et la pauvreté

### LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

- ⇒ Des progrès contrastés en terme de Développement Humain
- ⇒ Evolution des composantes de l'IDH
- ⇒ Indicateur Sexo-spécifique du Développement Humain (ISDH)
- ⇒ Indicateur de Participation Féminine (IPF)
- ⇒ Conclusion sur le Développement Humain

## 2.1. LES DONNEES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BASE

La présente rubrique s'inscrit dans l'objectif de mieux comprendre les situations économiques et sociales de Madagascar ; elle développe essentiellement les aspects relatifs aux données macro-économiques, sectorielles et sociales afin de pouvoir cerner les dimensions de développement du pays.

### 2.1.1. La géographie et la population

Situé à 400 km au large des côtes sud-est du continent africain entre le Canal de Mozambique et l'Océan Indien (Cf. Figure 2.1), Madagascar est la 4ème plus grande île du monde avec une superficie de 594.180 km<sup>2</sup>.

De manière générale, le pays est confronté à des fléaux naturels ; il se trouve géographiquement localisé sur une route de cyclones tropicaux et la déforestation engendre un problème généralisé d'érosion et de sécheresse. Ces phénomènes affectent les systèmes agricoles et alimentaires du pays.

Sur le plan administratif, le pays est subdivisé en 6 faritany ou provinces, 22 faritra ou régions et 1 557 communes. Pour une population estimée à 17,4 millions d'individus<sup>1</sup> avec une densité moyenne de 30 habitants par km<sup>2</sup>, le pays enregistre un taux de croissance démographique annuel de 2,5 %<sup>2</sup>. Ce taux élevé engendre des situations de forte pression sur les ressources naturelles et influe de manière directe sur l'accessibilité aux services sociaux essentiels comme l'éducation ou la santé. En effet, la forte croissance démographique induit un comportement de prédation qui réduit les surfaces arables et le couvert forestier<sup>3</sup>. Par ailleurs, la faible productivité agricole et la forte vulnérabilité alimentaire engendrent de manière fréquente le spectre de la faim, de la malnutrition et de la maladie.

Selon les faritany et les milieux, la population est inégalement répartie. Les régions de Melaky, Ihorombe, Betsiboka et Diana sont les moins peuplées, regroupant chacune environ 2 % de la population ; celles qui sont les plus peuplées pour 6,5 % chacune sont formées de Vakinankaratra, Mahatsiatra Ambony, Vatovavy Fitovinany, Atsinanana (Cf. Figure 2.2).

78 % de la population résident en milieu rural contre 22 % en milieu urbain dont 10 % dans les Grands Centres Urbains<sup>4</sup> (GCU).

Figure 2.1 – Carte physique de Madagascar



1. Source : INSTAT/ EPM 2005.

2. Selon les projections démographiques pour la période 2003-2015. INSTAT/DSM

3. Diminution de 50 % de la couverture forestière entre 1960 et 2000. Source : Banque Mondiale – Madagascar. Revue du secteur rural et environnemental. 2003.

4. Source: EPM 2005.

Figure 2.2 – Répartition de la population par région

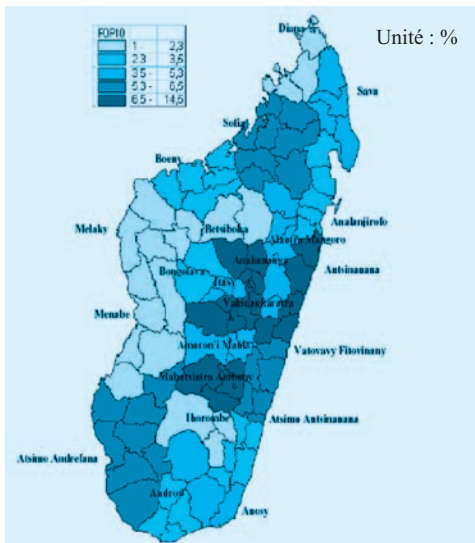
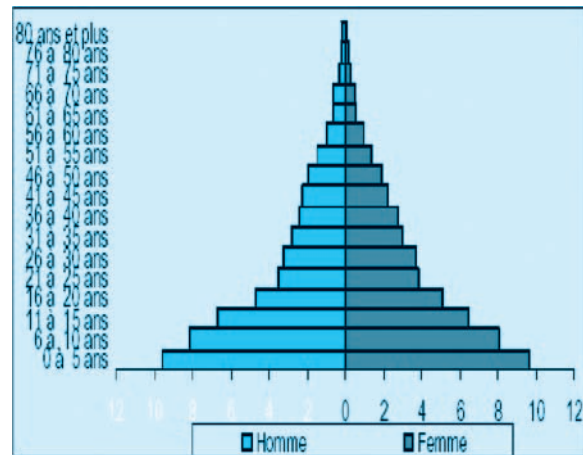


Figure 2.3 – Pyramide d'âges de la population –2005



Source : INSTAT

La population malgache est jeune ; la moitié a moins de 20 ans et 4% seulement de plus de 60 ans (Cf. Figure 2.3). Les femmes représentent 50,6 % de la population. Un ménage est constitué en moyenne de 5,2 personnes<sup>5</sup>, dont une majorité de 60 % composée de 4 à 7 personnes et 9% de plus de 10 personnes.

Par rapport aux caractéristiques démographiques, il est judicieux de questionner le processus de croissance dans le pays pour mieux appréhender le niveau et la dynamique de la pauvreté et de l'inégalité ainsi qu'explorer les déterminants du niveau du bien-être de la population.

### 2.1.2. La croissance et la pauvreté

Durant les deux dernières décennies, face à un ensemble de chocs internes et externes et aux déséquilibres structurels chroniques, Madagascar a connu une succession de dégradation et de reprise de l'économie, une situation persistante d'endettement et d'incertitude des investissements privés.

Depuis 2001, le pays emprunte un rythme de croissance économique de l'ordre de 4% en moyenne par an mais reste confronté à de multiples vulnérabilités atteignant le niveau de bien-être des individus et des ménages. La majeure partie de la population vit de l'agriculture de subsistance très dépendante des conditions climatiques et du mauvais état des infrastructures rurales modérant ainsi les gains de productivité. La crise politique de 2002 a également engendré l'aggravation des déséquilibres structurels et freiné le processus de transition entamé depuis 1996<sup>6</sup>.

Par ailleurs, la vulnérabilité aux chocs externes affecte le processus du développement du pays dans la mesure où la hausse effrénée du cours du baril, les récessions économiques dans les pays industrialisés, la dépréciation nominale du taux de change<sup>7</sup> et la détérioration chronique des termes de l'échange ont contribué à fragiliser la situation économique et sociale. En effet, les chocs internes et externes ont entraîné une forte dépréciation de la monnaie nationale qui a pratiquement perdu 100% de sa valeur contre les devises-pivot depuis décembre 2003 ; une inflation élevée est engendrée par cette dévaluation depuis 2004, aggravée par la baisse des exportations de vanille et les effets de la détaxation sur la hausse des importations, ce qui a conduit les autorités monétaires à pratiquer une politique monétaire et fiscale plus rigoureuse pour contenir le déficit de la balance

5. Source : MAP version novembre 2006.

6. Pour l'année 2002, PIB de - 12,7 %, ressources publiques réduites de 4 %, taux d'investissement de 14,3 %, déficit du solde du compte courant extérieur de - 6,2%, taux d'inflation de 15,8 %.

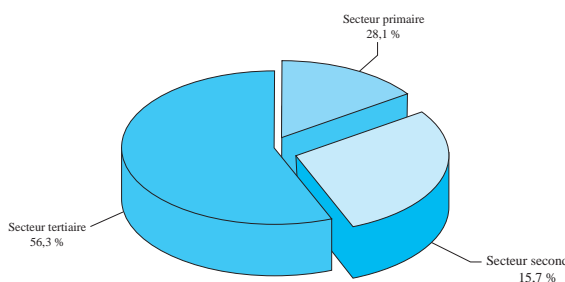
7. De plus de 80 % entre fin décembre 2003 et mai 2004.

du compte courant qui est estimé à 14,1 % du PIB en 2005, malgré les effets de la réduction de la dette obtenue dans le cadre de l'initiative PPTE.

Pour l'année 2005, la croissance économique est générée par les concours des secteurs suivants (Cf. Figure 2.4) :

- Le secteur primaire représente 28,1% du PIB et plus de 2/3 des revenus d'exportation ; les principaux produits exportés sont la vanille, le café, le coton, le girofle et les produits halieutiques. Dans une certaine mesure, la faible performance du secteur de subsistance (1,9 % par an au cours de la dernière décennie) handicape la réduction de la pauvreté rurale car il fournit plus de 80 % des emplois du pays.
- Le secteur secondaire est celui qui contribue le moins à la génération de richesse, participant à environ 15,7 % du PIB. Le faible tissu industriel est dominé par l'industrie extractive, et dans une moindre mesure, par l'industrie manufacturière (y compris la zone franche).
- Le secteur tertiaire contribue à 56,3 % de la richesse nationale et enregistre une forte progression durant les 5 dernières années. Le tourisme se développe mais les infrastructures restent à un niveau relativement insuffisant. La valeur ajoutée dans les télécommunications enregistre depuis 2002 une croissance positive atteignant un taux de 9,7 % en 2004 ; en effet, durant la dernière décennie, la part des télécommunications dans le PIB a doublé, passant de 0,5 % à 0,9%<sup>8</sup>. Le secteur des services constitue dorénavant le fer de lance de l'économie malgache.

Figure 2.4 – Répartition du PIB par secteur en 2005



Source : INSTAT

Cependant, le faible niveau de la croissance économique par rapport à l'accroissement démographique relativement élevé ne permet pas encore de réussir la consolidation du processus de transition économique et amorcer une véritable décrue de la pauvreté dans le pays.

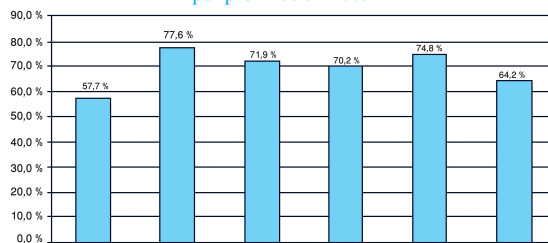
Avec un PIB par habitant de US\$ 284 en 2005<sup>9</sup>, Madagascar est classé parmi les pays à faible revenu avec 68,7 % de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté<sup>10</sup>.

Comme présenté dans la Figure 2.5 ci-contre, seules les provinces d'Antananarivo et d'Antsiranana connaissent une pauvreté moins soutenue ; les régions de la côte Est ainsi que celles de l'Androy et de la Sofia sont les plus pauvres avec un taux de pauvreté de plus de 80 %.

Pour la période 2001-2005, le taux de pauvreté a diminué de 1 point, passant de 69,7 % à 68,7%<sup>11</sup>.

De manière générale, la pauvreté touche beaucoup plus le milieu rural, malgré son fléchissement car de 77,1 % en 2001, le taux de pauvreté est ramené à 73,5 % en 2005 (Cf. Figure 2.6). En effet, les ruraux ont surtout tiré profit de la hausse des prix aux producteurs des denrées alimentaires.

Figure 2.5 – Situation de pauvreté monétaire par province en 2005



Source : INSTAT

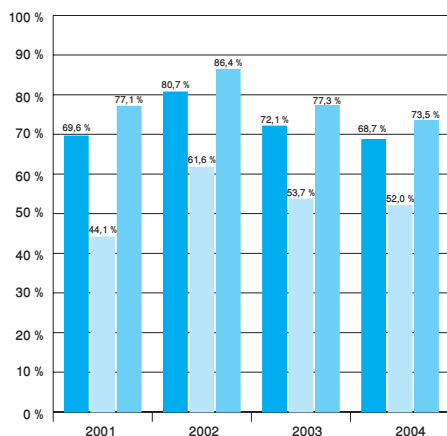
8. Source : Ministère des Finances de l'Economie et du Budget/DGE.

9. Comparé aux revenus mondiaux de US\$ 809 – Source : World Bank, « Madagascar at a Glance », <http://www.worldbank.org>.

10. En terme monétaire, le seuil de pauvreté étant évalué à Ar 305 344 en 2005.

11. Source : EPM 2001 et EPM 2005.

**Figure 2.6 – Evolution récente de la pauvreté pour la période 2001-2005**



Source : INSTAT

Par ailleurs, l'on note que, malgré un niveau meilleur par rapport à toutes les autres provinces, Antananarivo connaît cependant une hausse de la pauvreté de 9,4 points entre 2001 et 2005. Pour la même période, les 5 autres provinces ont connu une baisse sensible de la pauvreté comme suit :

- Toliara : 1,3 point, soit de 76,1 % à 74,8 %
- Mahajanga : 2,2 points, soit de 72,4 % à 70,2 %
- Fianarantsoa : 5,3 points, soit de 83,2 % à 77,6 %
- Antsiranana : 5,0 points, soit de 69,2 % à 64,2 %
- Toamasina : 10,4 points, soit de 82,3 % à 71,9 %.

De manière générale, l'on constate une recomposition de la localisation de la pauvreté durant les 5 dernières années, à travers sa baisse significative en milieu rural mais une urbanisation grandissante de la vulnérabilité. En effet, le taux de pauvreté urbaine est passé de 44,1 % en 2001 à 52,0 % en 2005, soit une augmentation de 8 points. Pour les urbains, la hausse des prix n'a pas été compensée par une hausse proportionnelle des salaires.

En outre, il a été constaté une forte féminisation de l'urbanisation de la pauvreté ; en effet, dans les grands centres urbains, l'écart du ratio de pauvreté des chefs de ménages [femmes/hommes] est de + 7,2 points en 2005, ce qui veut dire que les ménages féminins sont plus pauvres que ceux dirigés par les hommes alors qu'en 2001, l'écart était de - 5,1% expliquant une surreprésentation des ménages masculins en terme de pauvreté urbaine<sup>12</sup>.

La pauvreté se traduit également par la baisse des dépenses réelles des ménages per capita de 1,4 % entre 2001 et 2005<sup>13</sup>. Evaluée à 298 600 Ariary en 2005, la consommation *per capita* est nettement inférieure au seuil de pauvreté de 305 344 Ariary. Les variations ne sont pas homogènes selon le milieu, le statut économique et le genre car l'on a observé une forte baisse des dépenses en milieu urbain (- 19,5%), contrairement à une hausse en milieu rural (+ 7,1%), en particulier pour les ménages d'agriculteurs (+ 39,1%). Parallèlement à cela, l'inégalité des dépenses par tête au niveau national a fortement décliné pour le milieu rural alors que les changements sont considérés comme faibles pour le milieu urbain. Par rapport à la corrélation entre la croissance et la pauvreté, la dynamique des changements structurels de l'économie malgache a surtout bénéficié au milieu rural qui renferme 80 % des individus actifs.

## 2.2. LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Le concept de développement humain se présente et se mesure sur le plan opérationnel par le biais de l'indicateur de développement humain (IDH). L'IDH est calculé à partir des 4 variables suivants : (i) l'espérance de vie à la naissance, (ii) le taux d'alphabétisation des adultes, (iii) le taux de scolarisation, (iv) le produit intérieur brut par habitant.

12. Source : EPM 2001 et EPM 2005.

13. Pour la période 2001-2005, le taux de dépendance des ménages étant resté stable ; un actif de 15-65 ans supporte 2,4 inactifs.

Cet indicateur prend donc en compte les dimensions quantitatives de la santé, de l'éducation et des revenus suffisants pour une vie décente, c'est-à-dire, il s'agit d'une mesure des aptitudes ou des capacités humaines à vivre longtemps et en bonne santé, à communiquer, à participer à la vie de la communauté et à disposer de ressources suffisantes pour s'assurer une vie convenable.

L'on note qu'une valeur élevée en IDH ne signifie nullement l'accomplissement absolu qui rendrait inutile toute interrogation sur les autres dimensions possibles du développement de la personne.

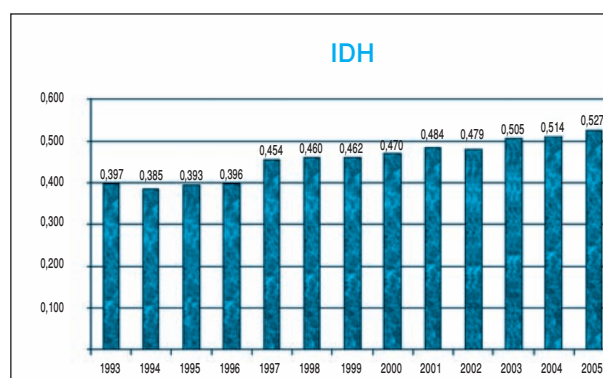
Par rapport à l'IDH et selon le PNUD, les pays sont classés en 3 groupes :

- les pays à développement humain élevé correspondant à un IDH supérieur ou égal à 0,8
- les pays à développement humain moyen pour un IDH supérieur ou égal à 0,5 mais inférieur à 0,8
- les pays à faible développement humain avec un IDH inférieur à 0,5.

### 2.2.1. Des progrès contrastés en terme de développement humain

Pour 2005, l'IDH de Madagascar est évalué à 0,527<sup>14</sup> (Cf. Figure 2.7) ; ce qui correspond aux référentiels quantitatifs suivants :

- l'espérance de vie à la naissance de la population est estimée à 54,7 ans ;
- le taux brut de scolarisation calculé pour tous les niveaux confondus (primaire, secondaire, supérieur) s'élève à 68,9% ;
- le taux d'alphabétisation est évalué à 73,1% ;
- le PIB réel par habitant calculé en « parité de pouvoir d'achat (PPA) » est de 905 US dollars.



Source : INSTAT

Durant les 5 dernières années, l'IDH pour Madagascar connaît une augmentation de 8,8%. De manière générale, la hausse enregistrée résulte essentiellement de l'amélioration progressive des indicateurs liés à l'espérance de vie et à la scolarisation.

L'on remarque un fléchissement de l'IDH en 2002 en raison des effets de la crise post-électorale et de la longue paralysie des activités économiques sur le niveau de revenu.

Par contre, depuis 2003, la Grande Ile sort progressivement du cercle des pays à faible développement humain avec un IDH légèrement supérieur à 0,5 ; néanmoins, le pays est toujours classé parmi les 20 derniers mondiaux.

Comme mentionné dans l'Encadré 2-1, l'IDH de Madagascar se situe globalement au-dessus de la moyenne de ceux des PMA mais deux fois moins élevé que la moyenne de ceux des pays riches.

PAYS	IDH 2002	Rang par IDH	PIB réel/hab (PPA)
Norvège	0,956	1	36 600
Suède	0,946	2	26 050
Australie	0,946	3	28 260
<b>Madagascar</b>	<b>0,469</b>	<b>150</b>	<b>740</b>
Burkina Faso	0,302	175	1 100
Niger	0,292	176	800
Sierra Leone	0,273	177	520
Monde entier	0,729		7 804
OCDE	0,911		24 904
Afrique subsaharienne	0,465		1 790
PMA	0,446		1 307

Source : Rapport mondial sur le Développement Humain 2004. PNUD.

14. Source : INSTAT.

## 2.2.2. Evolution des composantes de l'IDH

Sur la période 2001-2005, la contribution respective des indicateurs de la santé et de l'éducation a été au centre de l'amélioration de l'IDH comme mentionné au point 2.2.1 ; par contre, l'indicateur de revenu en 2005 n'a toujours pas atteint son niveau de 2001 malgré une nette progression depuis 2003 (Cf. *Tableau 2.1*).

**TABLEAU 2.1. CALCUL DE LA CONTRIBUTION  
DES COMPOSANTES DE L'IDH DE 2001 À 2005**

COMPOSANTE DE BASE	2001	2002	2003	2004	2005
Espérance de vie	53,0	53,4	53,8	54,2	54,7
Taux de scolarisation	46,7	48,3	56,3	64,7	68,9
Taux d'alphabétisation	68,7	68,7	73,1	73,1	73,1
Revenu en US \$.PPA	929,0	810,3	863,1	823,5	905,4
<b>CALCUL IDH</b>					
Indicateur d'espérance de vie	0,467	0,473	0,480	0,487	0,495
Indicateur d'éducation	0,614	0,619	0,675	0,703	0,717
Indicateur de revenu	0,372	0,349	0,360	0,352	0,368
<b>IDH</b>	<b>0,484</b>	<b>0,479</b>	<b>0,505</b>	<b>0,514</b>	<b>0,527</b>

Source : INSTAT.

- **Indicateur de santé**

Durant les 5 dernières années, l'espérance de vie à la naissance a gagné 1,7 ans, ce qui constitue un important progrès devant l'état de pauvreté dans lequel se trouve le pays.

En 2005, l'espérance de vie est estimée à 54,7 ans mais le niveau reste encore relativement bas car il n'atteint même pas celui de l'âge légal de la retraite dans le pays.

Le niveau de mortalité des enfants malgaches a baissé au cours de ces 5 dernières années, avec un taux de mortalité infanto-juvénile de 94 pour mille en 2004<sup>15</sup> contre 159 pour mille en 1997. Cependant, 45 % des enfants souffrent de la malnutrition chronique, l'émaciation affecte de plus en plus les enfants avec un taux de 14 %<sup>16</sup> en 2004 et le taux de consultation des enfants n'est que de 48%.

Par ailleurs, les maladies diarrhéiques et la fièvre touchent surtout la population dans les catégories les plus pauvres ; ces maladies représentent respectivement 47 % et 13 %<sup>17</sup> des malades du quintile le plus pauvre contre respectivement 40 % et 11 % des malades du quintile le plus riche.

- **Indicateur d'éducation**

Le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement à Madagascar a évolué de manière positive durant les 5 dernières années ; ce constat est vérifié sur l'ensemble des cycles primaires, secondaires et universitaire.

Comme précisé dans le *Tableau 2.2*, le TBS au niveau de l'enseignement primaire est passé de 118,20 en 2001 à 161,76 en 2005, ce qui constitue une nette amélioration de la scolarisation des enfants malgaches.

L'enseignement primaire a connu beaucoup d'amélioration en raison de la politique dynamique de l'Etat ayant favorisé la scolarisation des enfants de bas âge et cela se traduit également par la hausse du taux net de scolarisation.

15. Source : EDS 2003-2004. INSTAT

16. Le taux étant de 7% en 1997 et 5% en 1992.

17. Source : EPM 2005. INSTAT

sation (TNS) dans le primaire qui est passé de 64,9 % en 2001 à 76,5 % en 2005. Le TBS dans l'enseignement supérieur reste autour de 2 %.

Selon l'EPM 2005, 2,4 % de l'ensemble de la population malgache a une instruction du niveau de l'enseignement supérieur ; ce faible taux est expliqué par la localisation des universités dans la capitale et dans les grands centres urbains et par le coût relativement élevé de l'enseignement supérieur.

Avec un taux d'alphabétisation de 73 %, l'ensemble du secteur éducation du niveau primaire au niveau supérieur a contribué de façon relativement significative à l'amélioration du niveau de développement humain à Madagascar en 2005.

**TABLEAU 2.2. EVOLUTION DU TAUX BRUT DE SCOLARISATION PRIMAIRE, SECONDAIRE ET SUPÉRIEURE EN %**

Année	Taux brut de scolarisation					
	Primaire	Secondaire 1er cycle	Secondaire 2nd cycle sans technique	Secondaire 2nd cycle avec technique	Niveau supérieur	Tous niveaux confondus
2001/2002	118,20	22,02	6,71	7,86	2,32	46,71
2002/2003	122,21	24,31	6,80	7,92	2,40	48,30
2003/2004	134,51	25,30	7,12	8,13	2,51	56,30
2004/2005	141,90	27,54	7,61	8,56	2,64	64,65
2005/2006	161,76	30,53	7,63	8,58	2,85	68,95

Source : INSTAT

#### • Indicateur de revenu

L'IDH se mesure également par le revenu ou par le PIB par habitant. Durant les dernières années, les grands équilibres macro-économiques du pays se sont stabilisés avec un taux moyen de croissance annuel de 4 % environ. Malgré ces résultats, la croissance n'a pu suffisamment profiter aux couches défavorisées en ceci que le PIB par habitant n'a fait que reculer durant les dernières années.

De manière générale, le revenu est fortement lié au travail dans la mesure où cela implique une mobilisation du capital humain. Les populations pauvres tirent leurs revenus principalement de l'agriculture, de l'élevage, du secteur informel non agricole et des salaires, alors que pour les moins pauvres, l'origine des revenus est plus diversifiée<sup>18</sup>.

Par ailleurs, le chômage à Madagascar est essentiellement un phénomène urbain car dans les grands centres urbains, il s'élève en 2005 à 11 % de la population active contre 2,6 % au niveau national. En réalité, le chômage touche particulièrement des groupes spécifiques, comme suit :

- dans les grandes villes, le taux de chômage des femmes est de 15,5 %, ce qui équivaut à 2 fois celui des hommes (7,1 %). La féminisation de l'urbanisation de la pauvreté est donc en rapport avec la hausse sensible du chômage féminin.
- le chômage urbain concerne surtout en majorité les jeunes car le taux de chômage est le plus élevé pour la classe d'âge de 20-24 ans, et dans une moindre mesure, celle de 25-29 ans. En outre, le chômage des jeunes de 20-24 ans est 8 fois supérieur à celui des adultes de 30-39 ans<sup>19</sup>. Le chômage touche aussi particulièrement les jeunes diplômés puisque le taux de chômage des diplômés de 20-24 ans de l'enseignement supérieur est de 57,7 %.

18. Source : EPM 2005.

19. Source : EPM 2005.



Enfin, l'on constate pour la période 2001-2005 une baisse des salaires réels de 30,4 %. En fait, les salaires réels ont diminué dans toutes les branches d'activités, sauf dans l'administration publique où la baisse a été relativement faible (-2,4 %).

- **Situation de l'IDH pour les Faritany**

Par rapport à l'IDH de 0,527 pour l'ensemble du pays en 2005, les Faritany présentent de fortes disparités en matière de développement humain (Cf. *Tableau 2.3*), comme suit :

**TABLEAU 2.3. L'IDH PAR FARITANY EN 2005**

	IDH
Antananarivo	0,579
Fianarantsoa	0,419
Toamasina	0,455
Mahajanga	0,460
Toliara	0,399
Antsiranana	0,521
<b>Ensemble</b>	<b>0,527</b>

*Source : INSTAT.*

- Les Faritany d'Antananarivo et d'Antsiranana présentent les valeurs IDH<sup>20</sup> les plus élevées, respectivement de 0,579 et de 0,521. Viennent ensuite les Faritany de Mahajanga pour 0,460, de Toamasina pour 0,455 et de Fianarantsoa pour 0,416. L'IDH pour le Faritany de Toliara est de 0,399. Antananarivo affiche le meilleur profil en matière de développement humain principalement en raison des situations de santé et de revenu largement meilleures que toutes les autres provinces. Cependant, Antsiranana a connu une amélioration substantielle de son système scolaire avec un TBS de l'ordre de 79 %.
- Les autres Faritany (Toamasina, Fianarantsoa et Mahajanga) présentent des faiblesses pratiquement à tous les niveaux (santé, éducation, revenu), ce qui traduit une situation de vulnérabilité des populations concernées.
- La précarité du système éducatif et le faible niveau des revenus de la population handicapent énormément Toliara, le plaçant ainsi au dernier rang des provinces en terme d'IDH.

Dans l'ensemble, le développement humain dans toutes les provinces du pays a connu une amélioration mais reste cependant à un niveau relativement bas.

### 2.2.3. Indicateur Sexo-spécifique du Développement Humain (ISDH)

Pour Madagascar, les femmes<sup>21</sup> jouent un rôle capital dans le développement humain mais malheureusement, elles sont souvent victimes des disparités de genre dans le processus économique et l'environnement politique et social.

20. Les PIB par Faritany n'étant pas disponibles, ce sont les revenus par habitant de l'EPM qui ont été utilisés pour le calcul des différents indicateurs. L'objectif est de pouvoir effectuer la comparaison géographique des niveaux de développement humain, plutôt que d'évaluer les valeurs absolues des PIB régionaux qui ne peuvent être qu'hypothétiques dans l'état actuel du système statistique national. Les indicateurs calculés pour les différents milieux et Faritany tiennent compte de la méthode ajustée de calcul préconisée dans les derniers rapports mondiaux sur le développement humain.

21. Le nombre des femmes étant légèrement supérieur à celui des hommes car elles constituent 50,6 % de la population.

Normalement, l'IDH et l'ISDH doivent être de valeur égale pour apprécier que le développement humain soit équitablement réparti entre les hommes et les femmes. Malheureusement, pour Madagascar, l'ISDH reste encore inférieur à l'IDH. Pour 2005, l'ISDH est évalué à 0,524 contre un IDH de 0,527. Bien que relativement faible, cet écart de 0,4 % traduit une disparité entre les hommes et les femmes en terme de développement humain.

Selon l'ISDH dont l'évolution est présentée dans le *Tableau 2.4*, les points marquants suivants sont à retenir :

**TABLEAU 2.4. EVOLUTION DE L'ISDH ET DE SES COMPOSANTES ENTRE 2001 ET 2005**

Indicateur	2001	2002	2003	2004	2005
Espérance de vie des femmes	53,9	54,3	54,7	55,1	55,6
<i>Espérance de vie des hommes</i>	<i>52,0</i>	<i>52,4</i>	<i>52,8</i>	<i>53,2</i>	<i>53,7</i>
TBS tous niveaux confondus (féminin)	45,7	47,3	55,1	63,3	53,7
<i>TBS tous niveaux confondus (masculin)</i>	<i>47,7</i>	<i>49,3</i>	<i>57,5</i>	<i>66,0</i>	<i>67,9</i>
Alphabétisation des adultes (femmes)	62,4	62,4	71,0	71,0	71,0
<i>Alphabétisation des adultes (hommes)</i>	<i>75,2</i>	<i>75,2</i>	<i>75,2</i>	<i>75,2</i>	<i>75,2</i>
% population active (femme)	48,8	48,8	48,8	48,8	49,6
<i>% population active (homme)</i>	<i>51,2</i>	<i>51,2</i>	<i>51,2</i>	<i>51,2</i>	<i>50,4</i>
Part des femmes dans les revenus salariaux	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42
Revenu estimé des femmes	778	678	727	714	766
<i>Revenu estimé des hommes</i>	<i>1081</i>	<i>942</i>	<i>1010</i>	<i>993</i>	<i>1044</i>
<b>ISDH</b>	<b>0.481</b>	<b>0.477</b>	<b>0.503</b>	<b>0.513</b>	<b>0.524</b>

- Les femmes vivent plus longtemps que les hommes<sup>22</sup>, soit 2 années de plus en moyenne.
- Autant que les garçons, les filles accèdent sans discrimination apparente à la scolarisation mais le TBS de la population féminine est légèrement inférieur (68 %) à celui de la population masculine (70 %), malgré le nombre élevé de garçons accédant tardivement à la scolarisation de l'enseignement primaire (environ 0,25 million pour les garçons contre 0,22 million pour les filles).
- En matière d'alphabétisation, les femmes sont plus lésées que les hommes, avec des taux d'alphabétisation de 71 % contre 75,2 % pour les adultes hommes. En outre, il y a plus de femmes analphabètes que d'hommes illettrés.
- Le revenu estimé du travail des hommes (1 044 US\$.PPA) est 1,36 fois plus élevé que celui des femmes (767 US\$.PPA) et la part des femmes dans les revenus salariaux ne revient qu'à 41,9 % en 2005.

L'ISDH de Madagascar croît progressivement entre 2001 et 2005 avec une hausse de 8,8 %, ce qui correspond à une croissance moyenne annuelle de 2,2 % ; cette augmentation est essentiellement due à l'amélioration de l'espérance de vie et de l'accès à l'éducation. Tout cela permet de conclure que la disparité entre les hommes et les femmes tend à s'estomper quoiqu'à un rythme modéré mais des efforts nécessitent d'être entrepris dans la réduction de la discrimination dans l'emploi et le travail.

22. Pour le cas de Madagascar, les valeurs de 53,7 ans pour les hommes et de 55,6 ans pour les femmes sont considérées comme faibles par rapport à une moyenne mondiale de 65 ans pour les femmes et de 62 ans pour les hommes.

## 2.2.4. Indicateur de Participation Féminine (IPF)

Selon la *Figure 2.8*, le progrès de l'IPF enregistré entre 1998 et 2001 se retrouve fortement amoindri au cours des 3 dernières années, démontrant ainsi un niveau en baisse de la participation des femmes dans les domaines politiques et économiques.

En 2005, l'IPF pour Madagascar est évalué à 0,368, nettement inférieur à son niveau de 2001 qui était de 0,396. Cette situation traduit une régression dans la participation des femmes dans la vie politique et économique du pays, et de moins en moins d'opportunités leur sont offertes car elles ne détiennent aujourd'hui que 12 %<sup>23</sup> des sièges parlementaires, 9 % des membres du Gouvernement, 4,5 % des chefs de région, 3,9 % des maires et 38,4 % des postes d'encadrement et de fonctions techniques<sup>24</sup> de la fonction publique et du secteur privé.

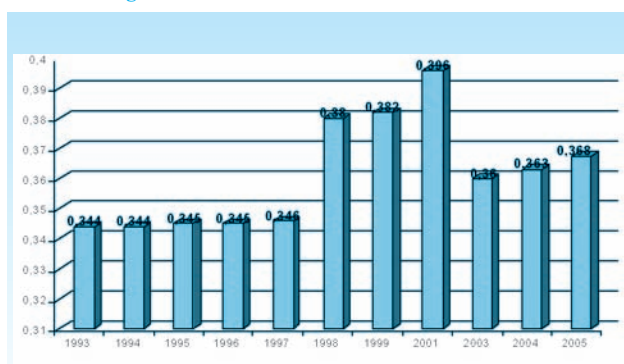
En général, les 6 Faritany enregistrent un IPF inférieur à 0,50 (*Cf. Figure 2.9*) ; cela confirme la faible participation des femmes à la vie politique et économique du pays. Mahajanga et Fianarantsoa sont les provinces où l'IPF est plus important, contrairement à Antananarivo et Antsiranana qui, paradoxalement à leur niveau d'IDH, sont classées parmi les plus faibles en matière de participation des femmes.

## 2.2.5. Conclusion sur le développement humain à Madagascar

Comme spécifié au point 2.2.2, l'IDH de 0,527 en 2005 correspond à une espérance de vie à la naissance de 54,7 ans, à un taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus, de 68,9 %, à un taux d'alphabétisation des adultes de 73,1 % et au revenu PPA de US\$ 905,4 ; Madagascar rejoint ainsi le rang des pays à développement humain moyen, ce qui constitue une avancée importante en matière de progrès social.

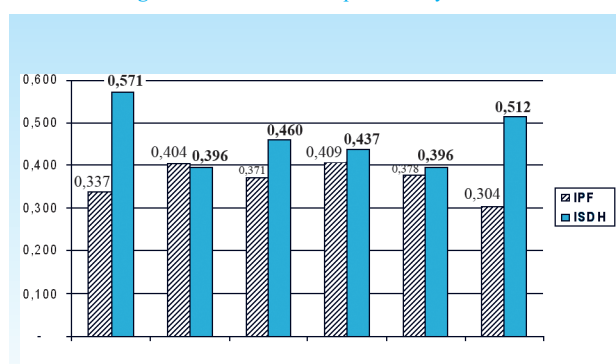
Il est constaté au niveau national un déclin sensible de l'inégalité<sup>25</sup> par la simultanéité de la réduction de la pauvreté et de la baisse des dépenses des ménages. Dans ce contexte, si certains indicateurs partiels du développement humain se sont améliorés, ceux-ci présentent aussi des déséquilibres importants dans l'espace et selon le genre (*Cf. tableau 2.5*). Il existe des disparités selon les milieux rural et urbain qui croissent fortement avec le niveau d'enseignement ; de même, en 2005, seulement 1,8 % des femmes ont eu accès à l'enseignement supérieur contre 3 % des hommes.

Figure 2.8 – Evolution de l'IPF entre 1993 et 2005



Source : INSTAT

Figure 2.9 – ISDH et IPF par Faritany en 2005



Source : INSTAT

23. Source : MAP, version novembre 2006.

24. Source : Document de travail PNUD pour l'élaboration du RNDH 2006.

25. Au niveau national, au cours de la période 2001-2005, l'inégalité des dépenses par tête a fortement décliné ; tous les indicateurs d'inégalité mettent en évidence une réduction des disparités des ressources *per capita*. L'indice de Gini a été réduit de 22,2 % (de 0,469 à 0,365) et l'indice d'entropie de Theil a baissé de 32,1 % (de 0,402 à 0,273). Source : EPM 2001 et EPM 2005.

**TABLEAU 2.5. SITUATION RÉCAPITULATIVE DES IDH, ISDH ET IPF PAR FARITANY**

Faritany	2005		
	IDH	ISDH	IPF
Antananarivo	0.579	0.579	0.340
Fianarantsoa	0.521	0.518	0.307
Toamasina	0.460	0.459	0.411
Mahajanga	0.455	0.448	0.374
Toliara	0.416	0.413	0.407
Antsiranana	0.399	0.395	0.379
<b>Ensemble</b>	<b>0.527</b>	<b>0.524</b>	<b>0.368</b>

Sur le plan des réformes structurelles, des progrès au niveau du renforcement de la concurrence et d'une meilleure gouvernance sont constatés<sup>26</sup> mais restent encore à un niveau insuffisant pour des raisons liées surtout à la capacité institutionnelle. Des actions de renforcement en cours permettront d'envisager l'amélioration de la faculté des pouvoirs publics dans l'élaboration et l'exécution des réformes macro-économiques majeures.

En outre, la faible redistribution des revenus influe inéluctablement sur les aspects sociaux de la vie de la population car les dimensions économique et humaine du développement sont étroitement liées. Le niveau de vie relativement bas réduit l'accès à la santé et à l'éducation et réciproquement, l'insuffisance du développement humain impacte sur le niveau de vie de la population.

Des perspectives de relèvement de la capacité institutionnelle en direction de la bonne gouvernance ainsi que des efforts dans la stabilisation de la situation macro-économique du pays permettront sans nul doute d'engendrer de façon plus substantielle l'augmentation des dotations per capita et l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base de la population, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé ou d'autres domaines. Tout cela contribue à la diminution de la vulnérabilité des plus démunis aussi bien en milieu urbain que rural.

L'évolution du contexte économique du pays et les multiples dimensions de la vulnérabilité conditionnent les aspirations et les possibilités de promotion d'une vie décente de la population à la mesure des espérances collectives et par rapport au choix d'un bien-être inscrit dans la perspective du développement humain durable.

26. Source : *International Monetary Fund. Republic of Madagascar : 2005, Article IV Consultation – Staff Report*, Washington, September, Country report 05-350.